

REQUÊTE AUX FINS DE VENTE IMMOBILIÈRE (hors logement)

TUTELLE

I. Requéran(t)s

✎ Tuteur ✎	✎ Tuteur (si co-tutelle) ✎
Nom _____	Nom _____
Prénom _____	Prénom _____
Adresse _____	Adresse _____
_____	_____

II. Personne protégée

Nom _____	Prénom _____	Date de naissance ____/____/____
Adresse _____		

III. Le/les requérant(s) expose(nt) que :

- la personne protégée est propriétaire d'un bien immobilier, et dont il est précisé que :
 - l'adresse est : _____
 - les références cadastrales sont : _____
 - les numéros de lot sont (biens en copropriété seulement) : _____
- cet immeuble ne constitue ni la résidence principale, ni la résidence de la personne protégée.
- Il est sollicité l'autorisation de vendre ledit bien immobilier, **au prix de** _____ **euros** pour la/les raison(s) suivante(s) :

- cet immeuble :
 - ☐ ne contient aucun meuble de valeur appartenant à la personne protégée.
 - ☐ contient des meubles de valeur appartenant à la personne protégée,
 - ☐ qui seront intégralement récupérés par la personne protégée.
 - ☐ dont il est envisagé de disposer comme décrit dans le courrier joint. ① Dans ce cas, courrier à joindre.

FAIT A _____, LE _____

IV. Signatures

Tuteur	Tuteur (Si co-tutelle)	Subrogé tuteur (S'il en a été désigné un)
_____	_____	_____

V. Pièces à joindre

- Deux avis de valeur établis **et signés** par des professionnels de l'immobilier (notaire ou agent immobilier).
- Une attestation de propriété faisant apparaître les références cadastrales, les numéros de lots (pour les biens en copropriété) et l'identité de toute personne ayant un droit sur le bien immobilier (document établi par le notaire).
- Seulement si l'immeuble à vendre contient des biens de valeur appartenant à la personne protégée, dont l'aliénation est envisagée : courrier décrivant ces biens et précisant leur destination et leur prix de vente.

ORDONNANCE

Nom de la personne protégée :

N° de RG :

Cabinet n° :

N° de Minute

Nous, _____, juge des tutelles au tribunal judiciaire de CAEN,

assisté(e) de _____, greffier/ère,

statuant hors la présence du public, en premier ressort,

Vu la requête qui précède et ses éventuelles pièces jointes,

Vu les dispositions de l'article 505 du code civil,

☐ **Attendu que la requête susvisée apparaît conforme à l'intérêt de la personne protégée,**

☐ **Attendu que la requête susvisée n'apparaît pas conforme à l'intérêt de la personne protégée,**

Acceptons la requête susvisée, et **Autorisons** par conséquent le tuteur / les cotuteurs de la personne dénommée ci-avant à représenter celle-ci pour procéder à la vente du bien immobilier sus décrit, et ce au prix de _____ euros, net vendeur, payable comptant à la signature de l'acte authentique ;

Disons qu'il nous sera rendu compte de l'exécution de la présente ordonnance dans le compte rendu annuel de gestion ;

Disons qu'il sera disposé des meubles de valeur contenus dans cet immeuble selon les modalités suivantes : _____

Rejetons la requête pour les motifs suivants : _____

Constatons que la présente ordonnance est de droit exécutoire par provision ;

Disons que la présente ordonnance sera notifiée :

☐ au(x) requérant(s),

☐ _____

FAIT EN NOTRE CABINET A CAEN, LE _____

Le ou La greffier/ère,

Le ou La juge des tutelles,